

Résumé

En tant qu'organisme communautaire dédié à la défense des droits des femmes et des personnes LGBTQ+, nous exprimons nos profondes inquiétudes face au projet de loi constitutionnelle de 2025, qui créerait une Constitution du Québec sans consultation publique et sans tenir compte de la diversité des réalités des femmes et des personnes LGBTQ+. Le texte propose une vision limitée de l'égalité de genre, rejette le multiculturalisme au détriment des personnes migrantes et réfugiées LGBTQ+, établit une hiérarchie problématique des droits et renforce les pouvoirs de l'Assemblée nationale tout en limitant la capacité des organismes financés par l'État de contester certaines lois. De plus, la possibilité de modifier la Constitution à simple majorité fragilise la protection des droits fondamentaux. Nous demandons que ces enjeux soient pleinement débattus lors d'audiences publiques.

À propos de Les 3 sex*

Les 3 sex* est un organisme de bienfaisance qui lutte pour les droits sexuels et la santé sexuelle des femmes et des personnes de la diversité sexuelle et de genre en mobilisant la population générale autour d'enjeux sexologiques par le biais de projets de diffusion, de sensibilisation et d'éducation. Les 3 sex* œuvre ainsi à la promotion des rapports égalitaires entre les genres, à la lutte contre la mésinformation et la désinformation sur la santé et les droits sexuels, et à la déconstruction des stéréotypes de genre et sexuels.

Mémoire

Madame la Secrétaire de la Commission des institutions,

En tant qu'organisme communautaire qui vise à protéger et à garantir les droits des femmes et des personnes LGBTQ+, nous soumettons le présent mémoire concernant le projet de loi constitutionnelle de 2025 (projet de loi n° 1), lequel vise à :

1. Créer une Constitution du Québec,
 2. Adopter une Loi sur l'autonomie constitutionnelle du Québec,
 3. Mettre en place un Conseil constitutionnel.
- S'il est adopté, il modifierait aussi 21 lois existantes.

Principales préoccupations:

1. Une Constitution sans consultation publique

Ce texte fondamental devrait refléter la diversité du Québec. Pourtant, aucune réelle consultation n'a eu lieu. Les réalités plurielles des femmes et des personnes LGBTQ+, parmi d'autres, ne sont pas prises en compte.

2. Une vision limitée de l'égalité de genre

Le texte affirme défendre l'égalité entre « les hommes et les femmes », mais ne reconnaît pas les identités de genre diverses. Il reste enfermé dans une vision binaire (homme/femme), alors qu'il aurait pu affirmer clairement une égalité pour toutes les identités de genre.

3. Une « intégration nationale » qui exclut la diversité

La Constitution rejette explicitement le multiculturalisme canadien. Dans un Québec où la diversité culturelle et l'immigration sont des réalités majeures, cette position peut paraître menaçante. Elle marginalise encore davantage les femmes et personnes LGBTQ+ migrantes et réfugiées

4. Une hiérarchisation des droits inquiétante

Le texte prévoit que l'égalité entre hommes et femmes l'emporte automatiquement sur la liberté de religion en cas de conflit. Cela ouvre la porte à une hiérarchisation des droits contraire aux

Les 3 sex*
24 novembre 2025

limites raisonnables et risque d'avoir des conséquences sur divers groupes, y compris les femmes et les personnes LGBTQ+ issues de minorités religieuses.

5. Un Parlement aux pouvoirs renforcés et difficile à contester

L'Assemblée nationale deviendrait l'institution souveraine dont aucune autre instance ne pourrait limiter les pouvoirs. De plus, la Loi sur l'autonomie constitutionnelle, dans son article 5, interdirait aux organismes financés par l'État d'utiliser leurs fonds pour contester des lois comme celles sur la langue, la laïcité ou l'intégration nationale.

Pour les organismes communautaires féministes et LGBTQ+, souvent financés en partie par l'État, cela reviendrait à les réduire au silence.

6. Une Constitution modifiable à simple majorité

La possibilité de modifier la Constitution par un simple vote majoritaire rendrait les droits protégés extrêmement fragiles (égalité, droits reproductifs, etc.). Dans un contexte de recul des droits, cette facilité de modification représente un risque sérieux pour nos communautés.

L'ensemble de ces éléments soulève des préoccupations importantes pour nos communautés. Nous demandons donc que ces points soient pris en considération et qu'ils puissent faire l'objet d'une discussion ouverte lors des audiences publiques.

Veillez agréer l'expression de nos salutations distinguées,

Mylène de Repentigny-Corbeil

Directrice générale, Les 3 sex*
mylenederepentigny@les3sex.com ;